

Le ministre est-il au courant de cela, madame l'Orateur?

Les statistiques de 1974 de la SCHL exposent brutalement la situation: il nous faut davantage de logements, et nous en produisons moins. Le gouvernement fédéral semble béatement indifférent. Sa politique domiciliaire serait utile à un pays sans grave pénurie, non à une nation où s'accroît l'écart entre l'offre et la demande de l'un des besoins fondamentaux de l'homme.

● (2020)

Où donc était le ministre, madame l'Orateur? Que fait-il?

Faute de politique anti-inflationniste, les Canadiens souffriront sur le plan du logement. Le gouvernement a pris l'habitude de s'attaquer à un problème né de l'inflation isolément des autres, alors qu'il aurait dû adopter une politique générale assortie de principes directeurs, de directives. Tant qu'une pareille politique ne sera pas adoptée, le logement continuera de péricliter, à n'en pas douter.

Mais, sauf erreur, dans un discours aujourd'hui, le ministre des Finances (M. Turner) a dit qu'il en est arrivé à la conclusion que les revendications salariales sont la cause de l'inflation. Quelle volte-face! Ils blâment maintenant le salariat. Autrefois, ils blâmaient les citoyens âgés et les jeunes de rentrer dans les rangs de la population active. Voilà qu'aujourd'hui ils blâment les travailleurs, madame l'Orateur.

M. Woolliams: Ils ont aussi blâmé les conservateurs.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Ils s'en prennent aux conservateurs, ils s'en prennent à tout le monde, mais jamais à eux-mêmes. Le ministre des Finances cherche encore un bouc émissaire, et qui a-t-il choisi cette fois? Les syndicats. Et il s'attend ensuite à ce que Joe Morris accepte de collaborer avec lui pour convenir d'une entente sur la façon de lutter contre l'escalade des salaires et des profits. Quelqu'un m'a demandé cet après-midi ce que j'en pensais, et j'ai répondu que si j'étais Joe Morris et que le ministre des Finances fasse appel à moi, je lui fermerais la porte au nez.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Était-ce une exclamation du ministre de l'Agriculture (M. Whelan)? Pourquoi voudrait-il intervenir là-dedans? Il devrait avoir honte! Il a une besogne énorme...

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Il a une besogne énorme à abattre. Il ferait mieux de s'en tenir à l'agriculture, aux problèmes d'œufs, de bovins, de dindes et autres questions du genre. Elles sont également importantes.

M. Whelan: Je vais vous dire une chose: j'en sais autant que vous dans le domaine de la main-d'œuvre, si j'en juge par ce que vous venez de dire.

M. Alexander: Le ministre continue à faire des efforts, mais il n'a encore rien accompli.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Je vois avec plaisir que le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) parle des droits des consommateurs pour changer. Cela nous manquait. J'ai le sentiment que le ministre de l'Agriculture s'est fait «posséder», si vous me permettez l'expression, madame l'Orateur.

Je le répète, tant qu'une telle politique n'aura pas été élaborée, le marché de l'habitation continuera à péricliter.

L'habitation—Loi

Je voudrais vous faire connaître d'autres chiffres, madame l'Orateur.

Une voix: Oh, oh!

M. Alexander: J'entends une voix isolée provenant du fin fond de l'arrière-ban de l'autre côté, celle d'un des nouveaux députés qui n'a pas eu l'occasion de se faire entendre. Tout ce qu'il a à faire, c'est de surveiller le whip, prendre l'avis du whip, bien se comporter et s'occuper des affaires de ses commettants. S'il fait preuve d'un peu de sens de responsabilité par ici, il aura peut-être des occasions.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: C'est une honte!

M. Alexander: Madame l'Orateur, j'étais sur le point de signaler que nous courons au désastre si nous ne mettons pas un frein à l'inflation. Sauf erreur, si le taux d'inflation se maintient à 12 p. 100 pendant les dix prochaines années, ce qui coûtait \$1 en 1974 coûtera \$3.12 en 1984. Si cette formule se vérifie partout, une maison qui vaut \$60,000 à l'heure actuelle en vaudra \$185,000 en 1984. Il y en a un là-bas qui se permet de bailler, comme si c'était une blague.

M. Baker (Grenville-Carleton): Vends pas ta maison, Barney.

M. Alexander: Si le prix des logements a augmenté si rapidement, c'est que le gouvernement actuel refuse de s'attaquer à l'une des crises les plus graves que le Canada ait jamais connues, soit une inflation supérieure à 10 p. 100. Même si le taux actuel de 6 p. 100 se maintenait pendant encore 10 ans, le prix de cette même maison atteindrait 100,000 dollars. En 1984, il en coûtera \$3.12 pour acheter ce qui coûte \$1 aujourd'hui, et seuls les plus aisés pourront participer au programme de construction de logements que le ministre a élaboré.

Je tiens à signaler une autre difficulté relativement à ce bill. Je pense avoir suffisamment fait voir que les problèmes du logement demeureront sans solutions tant que le gouvernement n'aura pas jugulé l'inflation. Mon deuxième point porte sur le fait que le bill, pour autant que je sache, vise à augmenter les fonds disponibles et à empêcher l'augmentation du prix des habitations à bas prix et à prix modique destinées à l'achat ou à la location. Le ministre soutient que nous n'arriverons à répondre à la demande qu'en faisant bien davantage appel aux capitaux privés. Mais cette demande émane-t-elle de ceux qui ont besoin de logements? Émane-t-elle de ces candidats dont l'âge se situe entre 25 et 34 ans et qui constituent ce groupe d'âge de plus en plus nombreux que l'on tient pour acheteur de maison?

Le rapport annuel de 1973 de la SCHL situe l'âge moyen de l'acheteur d'une maison au Canada entre 25 et 34 ans. Les prévisions de la SCHL concernant le nombre d'individus de ce groupe d'âge révèlent qu'à moins d'une orientation appropriée, la situation du logement au Canada loin de s'améliorer ira empirant. En 1956, le nombre de personnes ayant l'âge de l'acheteur moyen s'élevait à 820,000; en 1961, à 941,000; en 1966, à 1,016,000; en 1971, à 1,217,000, et il est estimé à 1,707,000 en 1976 et à 2,202,000 en 1981.

Qu'est-ce que cela signifie, madame l'Orateur? Compte tenu des critères du programme d'aide pour l'acquisition d'une maison ou de tout autre programme, le ministre ne croit sûrement pas que toutes ces personnes seront en mesure d'acheter une maison. En fait, elles ne le pourront